

- 1° Le pourcentage de femmes parmi l'ensemble des cadres dirigeants au sens de l'article **L. 3111-2** ;
 2° Le pourcentage d'hommes parmi l'ensemble des cadres dirigeants au sens de l'article **L. 3111-2** ;
 3° Le pourcentage de femmes parmi l'ensemble des membres des instances dirigeantes définies à l'article **L. 23-12-1 du code de commerce**, y compris les personnes non salariées ;
 4° Le pourcentage d'hommes parmi l'ensemble des membres des instances dirigeantes définies à l'article **L. 23-12-1 du code de commerce**, y compris les personnes non salariées.

La proportion de ces femmes et de ces hommes est appréciée chaque année sur une période de douze mois consécutifs correspondant à l'exercice comptable, en fonction du temps passé par chaque homme et chaque femme sur cette période de référence en tant que cadres dirigeants ou membres des instances dirigeantes précitées.

D. 1142-16

Décret n°2022-680 du 26 avril 2022 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les écarts éventuels de représentation entre les femmes et les hommes mentionnés à l'article **L. 1142-11** sont publiés annuellement, au plus tard le 1er mars de l'année en cours, au titre de l'année précédente, de manière visible et lisible sur le site internet de l'entreprise lorsqu'il en existe un. Ils sont consultables sur le site internet de l'entreprise au moins jusqu'à la publication, l'année suivante, des écarts éventuels de représentation de l'année en cours. A défaut de site internet, ils sont portés à la connaissance des salariés par tout moyen.

D. 1142-17

Décret n°2022-680 du 26 avril 2022 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les écarts éventuels de représentation mentionnés à l'article **D. 1142-16** sont publiés et actualisés sur le site internet du ministère chargé du travail, chaque année au plus tard le 31 décembre, par les services du ministre chargé du travail.

D. 1142-19

Décret n°2019-15 du 8 janvier 2019 - art.

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les écarts éventuels de représentation entre les femmes et les hommes mentionnés à l'article **D. 1142-16**, ainsi que leurs modalités de publication, sont transmis aux services du ministre chargé du travail selon une procédure de télédéclaration définie par arrêté du ministre chargé du travail.

Ces informations sont également mises à la disposition du comité social et économique dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article **L. 2312-18**.

Dans le cas où l'ensemble ou certains des écarts de représentation ne peuvent pas être calculés, la transmission des informations prévues au présent article aux services du ministre chargé du travail et au comité social et économique est accompagnée des précisions expliquant la raison pour laquelle les écarts n'ont pas pu être calculés.

Annexes

Annexe I

Décret n°2019-15 du 8 janvier 2019 - art.

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

MODALITÉS DE CALCUL ET D'ÉVALUATION DES INDICATEURS DÉFINIS À L'ARTICLE **D. 1142-2** POUR LES ENTREPRISES DE PLUS DE 250 SALARIÉS

1. Période de référence

L'employeur peut choisir la période de douze mois consécutifs servant de période de référence pour le calcul des indicateurs.

Les indicateurs sont calculés chaque année par l'employeur, au plus tard le 1er mars de l'année en cours, à partir des données de la période de référence annuelle choisie par l'employeur qui précède l'année de publication des indicateurs.